

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2261

Edition du
21 octobre 2019

DANS CE NUMÉRO

Libra, un projet Facebook foncièrement libertarien (Jean-Pierre Ghelfi)

La monnaie conçue comme une marchandise analogue à n'importe quelle autre

Du progrès vers une taxation globale des multinationales (Jean-Daniel Delley)

L'OCDE à la recherche d'une fiscalité internationale équitable des grandes entreprises

Le franc fort au temps de l'euro (Jean-Pierre Ghelfi)

Le pragmatisme de la BCE et de la BNS vaut mieux que le dogmatisme de ceux qui les critiquent

Le Musée d'art de Pully présente la collection personnelle d'un grand artiste contemporain (Pierre Jeanneret)

«Zao Wou-Ki collectionneur», Musée d'art de Pully, jusqu'au 15 décembre

Libra, un projet Facebook foncièrement libertarien

La monnaie conçue comme une marchandise analogue à n'importe quelle autre

Jean-Pierre Ghelfi - 20 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35608>

On pouvait prévoir que le projet de cryptomonnaie [Libra](#) annoncé le 18 juin par Facebook susciterait la méfiance des autorités financières. Elles viennent de se manifester par l'intermédiaire d'[une communication des ministres des finances du G7](#).

Et le 16 octobre, le [Conseil fédéral](#), a également publié un communiqué sur le même sujet.

Pourquoi donc ces autorités réagissent-elles avec une telle célérité, alors qu'elles ne s'étaient guère manifestées auparavant à l'occasion de l'émission d'autres cryptomonnaies — Bitcoin, Ethereum et de multiples autres?

Plusieurs raisons sautent aux yeux. Libra est portée par Facebook. Le géant des réseaux dits sociaux compte, avec ses filiales, quelque 2,7 milliards d'utilisateurs et d'utilisatrices. Le potentiel de diffusion de Libra est donc considérable. Cette cryptomonnaie pourrait devenir l'une des monnaies les plus utilisées dans le monde.

Plus souples et moins inquisitoriales

L'association qui dirige et gère Libra s'est installée à [Genève](#). Ses promoteurs justifient ce choix par le fait qu'elle est une

ville internationale, siège de nombreuses organisations et ONG, évidemment plus internationales les unes que les autres.

Il est plus probable que la Suisse a été retenue parce que ses autorités de surveillance et de contrôle ont la réputation d'être plus «ouvertes» et moins «inquisitoriales» que celles de grands pays. La présence à Berne d'une [délégation de six membres du Congrès américain](#), à peine plus d'un mois après que ce projet ait été rendu public, ne trompe pas. Une telle rencontre pour examiner les tenants et aboutissants d'une initiative privée est pour le moins inhabituelle,

Libra est présentée comme une cryptomonnaie stable, basée sur un panier de différentes monnaies pour en limiter la volatilité; un panier qui pourrait, par exemple, être composé du yen japonais, de l'euro, de la livre sterling, du dollar, et bien sûr de notre franc. L'intention est naturellement de rassurer ses utilisateurs potentiels. Libra sera donc une espèce de *clone* de monnaies existantes. Un peu étonnant et paradoxal de lancer un moyen de paiement se présentant comme le décalque de monnaies en circulation, lesquelles serviront à en assurer la stabilité et la valeur.

Anguille sous roche

Les initiateurs du projet font valoir en boucle que Libra évitera à ses détenteurs de devoir procéder à des opérations de change, assez coûteuses, pour effectuer des paiements entre différents pays. Toutefois, à moins d'envisager que Libra devienne LA monnaie universelle, il y aura toujours un moment où ses détenteurs devront l'échanger, avec les frais et commissions qui en découlent, contre de la monnaie de leur pays de résidence pour disposer de liquidités nationales ou utiliser une carte de crédit ordinaire.

Les promoteurs de Libra tentent aussi de faire passer un autre message. Ils affirment qu'il y a 1,7 milliard de personnes dans le monde qui n'ont pas accès aux services financiers habituels parce que leur utilisation est trop compliquée et trop coûteuse. Libra les libérera de toutes ces contraintes et leur ouvrira toutes grandes les portes de paiements internationaux.

Il est peu vraisemblable que ce 1,7 milliard de personnes ne dispose pas de compte bancaire pour les raisons invoquées. La raison est probablement autre. Ces personnes ont tout simplement si peu de moyens qu'elles ne sont pas intéressées par un

système financier, quel qu'il soit. Faute d'argent, elles n'attendent pas de versements et elles n'ont pas non plus de paiements à faire. Libra ne leur apportera pas un pouvoir d'achat qu'elles n'ont pas.

L'autre partie du message relève que les transactions effectuées seront instantanées et quasiment gratuites. La Fédération romande des consommateurs et les organisations sœurs nous le disent et nous le répètent depuis longtemps: lorsque l'on nous propose un produit ou un service (presque) gratuit, il y a forcément anguille sous roche. Selon leur formule habituelle, «*si c'est gratuit, c'est toi le produit*»!

Du pain béni

Il ne peut pas en être autrement dans le cas présent. Initier une nouvelle monnaie, crypto ou pas, qui ambitionne de conquérir des milliards de gens implique des dépenses considérables en matière d'organisation, de gestion, de contrôle, d'informatique - surtout si ces travaux sont effectués avec sérieux pour appliquer les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Il faudra bien que, sous une forme ou une autre, quelqu'un les assume.

Comme toutes les cryptomonnaies, Libra recourra à la technologie de la chaîne de blocs. Elle doit permettre en principe une totale fiabilité et inviolabilité. Ce qui pose un double problème. Cette technologie est davantage

qu'un gros consommateur d'énergie, c'est un ogre. Et c'est en plus un malin. Sa (prétendue) inviolabilité est du pain béni pour les fraudeurs et les mafias en tout genre, qui peuvent cacher au fisc leurs revenus et transférer de l'argent sale sans contrôle aucun. Ce reproche a été adressé au Bitcoin dès ses débuts. Libra n'y échappera pas. C'est d'ailleurs là l'un des soucis majeurs des autorités de surveillance.

L'ensemble de ces remarques conduit à s'interroger sur les motivations du principal promoteur de Libra, le patron de Facebook. Sa société, depuis quelques années, fait beaucoup parler d'elle. En cause, la récolte des informations relatives à ses utilisateurs, et leur vente à des entreprises commerciales. Ce procédé s'effectue au détriment de la sphère privée des personnes concernées. Il permet à Facebook de réaliser des dizaines de milliards de bénéfices chaque année. Mark Zuckerberg, en dépit de ses déclarations rassurantes, n'est pas prêt à changer ce [modèle d'affaires](#). Libra en sera une extension exceptionnelle.

Valeur et confiance

Il faut rappeler également une composante essentielle de la valeur d'une monnaie. Elle dépend de la confiance que ses utilisateurs-détenteurs lui accordent. C'est parce que le franc inspire (trop) confiance qu'il est (trop) recherché et qu'il gagne (trop) en valeur.

Comment Libra acquerra-t-elle cette indispensable confiance? En se rattachant, comme indiqué plus haut, à un panier de devises? Libra dépendra alors de la confiance dont bénéficient les devises qui le composent. Et que se passera-t-il si l'une ou l'autre de ces monnaies se met à vaciller?

La valeur d'une monnaie tient de plus au sérieux avec lequel la banque centrale la gère. Or Libra ne dépendra d'aucune institution de ce genre. Elle présente même cette particularité comme un avantage: Libra sera indépendante de toute autorité politique, financière ou monétaire.

Que veut dire au vrai cette indépendance? L'intention est manifestement de remplacer un service public par le secteur privé. La monnaie sera considérée et traitée comme une marchandise quelconque. Ce ne sont plus les gouvernements et les banques centrales qui décideront de l'émission de monnaie et qui en assureront la garantie, mais une société privée dont le conseil d'administration choisira d'émettre telle ou telle quantité de Libra.

L'objectif ultime de ce projet? Devenir une monnaie universelle qui, en l'absence d'une autorité mondiale chargée d'en assurer la surveillance, pourra se jouer des contrôles exercés par des instances nationales. Il finira, sinon dans la réalité, du moins dans la tête de ses dirigeants, par phagocyter les monnaies

nationales.

Libra n'existe pas encore et nous n'en sommes pas là. Il

n'en reste pas moins nécessaire de se rendre compte que les motivations de ses promoteurs reposent sur une idéologie foncièrement libertarienne.

D'ailleurs le nom choisi, Libra, ne doit rien au hasard. Ce projet n'est ni souhaitable ni bienvenu.

Du progrès vers une taxation globale des multinationales

L'OCDE à la recherche d'une fiscalité internationale équitable des grandes entreprises

Jean-Daniel Delley - 17 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35601>

La stratégie des multinationales pour minimiser leur charge fiscale est maintenant bien connue. La maison-mère facture toutes sortes de frais (gestion, services, patentes) à ses filiales résidant dans des pays à taxation élevée. Lesquelles filiales déduisent ces frais de leur bénéfice pour alléger leur imposition dans ces pays. La maison-mère, bénéficiaire de ces frais, établit son siège dans une juridiction fiscalement peu gourmande. C'est ainsi que la Suisse, qui figure dans le peloton de tête des pays à faible taxation des entreprises, a vu s'établir sur son sol de nombreuses multinationales.

La [CnuCED](#) estime à 100 milliards de dollars les pertes fiscales des pays en développement induites par cette stratégie de minimisation fiscale. Une stratégie illustrée par le fait que les paradis fiscaux abritent 40% des profits réalisés par ces entreprises.

En supprimant le statut spécial et privilégié accordé à ces multinationales et en abaissant

simultanément le taux d'imposition des entreprises, notre pays a cru se tirer d'affaire et pouvoir continuer à pratiquer une concurrence fiscale qui l'enrichit, mais appauvrit d'autres pays. Mais ce répit ne va être que de courte durée. L'OCDE vient de présenter [un projet](#) qui vise à une meilleure répartition des recettes fiscales entre les pays où les multinationales exercent leurs activités. Cette régulation s'appuie sur deux axes.

Il s'agit tout d'abord de définir le lieu où les bénéfices doivent être taxés. Plusieurs critères pourraient entrer en ligne de compte pour déterminer cette localisation: le volume des ventes, les emplois impliqués, le nombre d'utilisateurs pour l'industrie numérique. Le choix et le poids de ces critères ne sont pas anodins. Ainsi, privilégier les ventes au détriment de l'emploi défavoriserait les pays en développement. La Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des sociétés ([Icricit](#)) préconise une formule intégrant plusieurs

critères et considérant la multinationale et ses filiales comme une seule entité. Cela pour éviter les transferts financiers entre entités qui ne servent qu'à minimiser la charge fiscale globale de l'entreprise.

Le second axe concerne le niveau de l'imposition. Le cadre fiscal actuel a favorisé la sous-enchère. Pour y mettre fin, il s'agit de fixer un taux minimum pour l'imposition de tous les bénéfices répartis. Par exemple, si une entreprise américaine est taxée au-dessous de ce taux minimum dans certaines juridictions, le fisc américain pourrait exiger de cette entreprise qu'elle lui verse la différence.

Rien n'est encore joué. L'OCDE doit déposer son projet final l'an prochain. Les débats risquent d'être très animés lorsqu'il s'agira de préciser les détails de la régulation. Et même si les pays en développement ont été invités à la table des négociations, ils auront fort à faire pour défendre leurs intérêts. La [NZZ](#)

en appelle à «*la coalition des pays en bonne forme*» (fiscale s'entend), qui ne doivent pas s'en laisser conter par les Etats dispendieux et gourmands. Elle peut compter sur l'appui des pays scandinaves, de

Singapour, des Pays-Bas et de l'Irlande.

Les premières estimations du département fédéral des finances tablent sur des pertes

fiscales de 1 à 5 milliards de francs pour la Suisse. Peu de chose en réalité en comparaison des sommes engrangées des années durant au détriment des fiscs étrangers.

Le franc fort au temps de l'euro

Le pragmatisme de la BCE et de la BNS vaut mieux que le dogmatisme de ceux qui les critiquent

Jean-Pierre Ghelfi - 16 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35596>

[Mario Draghi](#) ne sera plus président de la Banque centrale européenne (BCE) à la fin de ce mois. Le moment semble propice pour [mettre en cause](#) la politique monétaire qu'il a appliquée. Manière de donner de la voix et d'«*accueillir*» Christine Lagarde, nouvelle présidente.

Ces voix critiques proviennent principalement d'Allemagne. On reproche surtout à la BCE de s'être écartée d'une politique conventionnelle, ou orthodoxe, dont la préoccupation principale, sinon unique, doit rester la stabilité des prix.

C'est bien dans cette optique que la BCE, créée le 1er juin 1998, a agi durant ses premières années d'existence. Mais la crise financière de 2007/2008 est passée par là et a en quelque sorte rebrassé les cartes.

La BCE, tout comme la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) et la Banque nationale suisse

(BNS), ont dû parer au plus pressé: éviter l'effondrement du système financier international. Il s'est agi ensuite de mettre d'abondantes liquidités sur les marchés. L'une et l'autre mesures tiraient les leçons de la crise des années 1930 qui, faute d'une intervention rapide et soutenue, avait plongé les économies dans une dépression profonde et durable.

L'euro, un choix politique

La BCE a de surcroît été confrontée à la crise de l'euro, en 2010/2011, liée à l'endettement considéré comme excessif des pays du Sud de l'Europe. Elle a fait ressortir la fragilité conceptuelle de l'euro, qui doit plus à des considérations politiques qu'économiques.

L'Allemagne voulait éviter que la réunification allemande consécutive à la chute du mur de Berlin ne fasse du mark la monnaie dominante, voire hégémonique, de l'Union

européenne. La France voyait dans la création d'une monnaie unique un moyen de favoriser une plus grande intégration des pays membres. Jacques Delors, alors président de la Commission européenne, considérait que l'euro constituait une étape vers une Europe fédérale.

Il ne suffit pas de décider de créer une monnaie pour en assurer durablement un fonctionnement stable. Il faut aussi que cette monnaie ne soit pas tirillée entre des politiques économiques et financières disparates. Le «*pacte de stabilité et de croissance*», adopté par tous les pays de la zone euro, vise précisément ce but. Il est cependant peu contraignant. Les politiques budgétaires restent de la compétence souveraine des Etats. Le pacte n'a donc pas empêché des dérapages. Plusieurs pays présentent régulièrement des excédents de dépenses proches de la limite supérieure autorisée - 3% de leur PIB.

Parmi les membres les plus importants de l'UE, l'Allemagne mène une politique de «*frein à l'endettement*». Son budget doit être équilibré. Elle ne prévoit pas de déroger à ce principe. L'Allemagne n'entend pas, en particulier, recourir à l'emprunt pour soutenir des programmes d'investissements importants. Même dans la période actuelle où le coût des emprunts est quasi nul. Ce refus de pratiquer une politique de relance économique est source de tensions et de récriminations. La volonté de rigueur de l'Allemagne est qualifiée d'égoïste. Inversement, cette dernière considère que plusieurs des autres pays ont des politiques laxistes.

Tel est le contexte dans lequel la BCE doit œuvrer. Sa politique monétaire expansionniste a évité jusqu'à présent que les différentes économies n'entrent en récession. Les mesures prises n'ont cependant pas empêché que le rythme de leur développement reste anémique et fragile.

La Suisse, alignée sur l'Allemagne

Les autorités helvétiques pratiquent un dogmatisme analogue à celui de leur grande voisine du nord dans les domaines du frein à l'endettement et de l'absence de programme d'investissements pour relancer la conjoncture.

La BNS, à l'instar de la BCE, fait aussi tourner la planche à

billets pour acheter des devises, avec l'objectif de contenir la hausse du franc pour ne pas prêter l'industrie d'exportation.

Ce n'est pas la première fois que la BNS est confrontée à ce problème. Dans la période instable de la deuxième moitié des années 70, lorsque les cours de change des monnaies s'étaient remis à flotter (fin des accords de Bretton Woods), le franc s'était envolé par rapport au dollar et au mark allemand — entre autres. La BNS avait alors, le 1er octobre 1978, fait savoir qu'elle «*achèterait aussi longtemps que nécessaire des devises sur le marché jusqu'à ce que le cours du mark allemand s'établisse nettement au-dessus de 80 francs pour 100 DM*». A quelques nuances près, le communiqué de la BNS [arrimant le franc à l'euro](#), en 2011, dit exactement la même chose.

De plus en plus intenable

Hier comme aujourd'hui, la politique financière de la Suisse est un décalque de celle de l'Allemagne. Elle n'entend pas non plus procéder à des emprunts pour financer des investissements importants. On pense bien évidemment à un programme de longue durée pour développer toutes les énergies renouvelables qui représenterait une contribution significative à la lutte contre le réchauffement climatique. La Suisse en aurait largement les moyens.

Nos autorités doivent, ou du moins devraient, aussi prendre

sérieusement en compte la situation de plus en plus intenable dans laquelle la BNS se trouve. Elle ne pourra indéfiniment assurer seule la stabilisation durable de la valeur de notre monnaie. Et sa pratique des taux d'intérêt négatifs menace de manière toujours plus évidente le fonctionnement du secteur financier — en particulier, mais pas seulement, des établissements de prévoyance vieillesse. Apparemment personne dans la Berne fédérale ne paraît se soucier de ce qui se passera lorsque la BNS n'en pourra mais.

Il est trop simple de critiquer l'action de la BCE sans offrir d'alternative lui permettant d'en rester au mandat qui lui est confié. Ce n'est pas la BCE qui en fait trop, ce sont les autorités politiques qui n'en font pas assez. Ce qui vaut au niveau européen vaut également, *mutatis mutandis*, pour la Suisse. Dans le contexte actuel, les deux banques centrales font avec les moyens du bord. L'on devrait plutôt leur être reconnaissant d'agir pour éviter une dérive économique qui pourrait avoir des conséquences douloureuses. Leur pragmatisme vaut bien mieux que le dogmatisme de ceux qui les critiquent.

Il serait tentant d'ironiser en rappelant que lorsque le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt. L'enjeu est beaucoup plus sérieux. Ce qui se joue est de savoir comment nos structures économiques peuvent continuer de

fonctionner avec un franc fort, qui, dans la durée, continuera de se renforcer, et quelles sont

les mesures que l'Etat doit prendre pour le permettre. Une question un peu analogue se pose au niveau européen: la

zone euro résisterait-elle à une remise en cause de la politique monétaire actuelle de la BCE?

Le Musée d'art de Pully présente la collection personnelle d'un grand artiste contemporain

«Zao Wou-Ki collectionneur», Musée d'art de Pully, jusqu'au 15 décembre

Pierre Jeanneret - 18 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35605>

La collection de Zao Wou-Ki (1920-2013), rassemblée dès son arrivée à Paris en 1948, a été offerte par sa veuve à une institution publique française. Elle est constituée de relativement peu d'achats. La plupart des pièces proviennent d'artistes qui furent ses amis et sont des dons ou des échanges. En parallèle, on trouvera un certain nombre d'œuvres du maître lui-même.

Ses premiers tableaux (portraits et natures mortes), datant de son installation en Occident, s'inspirent à la fois de Matisse et de Cézanne, sans oublier les leçons de l'art chinois acquises à Hangzhou. L'artiste n'a pas encore trouvé son style propre, mais ses compositions ne manquent ni de force ni de finesse. Puis Zao Wou-Ki évoluera vers l'abstraction lyrique.

Parmi les œuvres de ses amis, on remarquera celles d'Alfred Manessier, où l'on reconnaît la patte du créateur de vitraux. De Zoran Mušić, une pièce bien enlevée représente des

chevaux en Dalmatie. Quant à l'estampe de Chou Ling, elle rappelle l'art chinois le plus ancien de la Chine féodale puis de la dynastie Han.

Un certain nombre de pièces ont un rapport avec la Suisse, où Zao Wou-Ki a voyagé, avant de s'y installer. C'est ainsi qu'on trouvera dans l'exposition deux dessins de Giacometti. Puis l'artiste signe un contrat avec le galeriste Pierre Loeb (1951-56). Il y acquiert des œuvres de Picasso, Max Ernst, Georges Mathieu, ainsi que des sculptures. On admirera notamment les belles compositions presque monochromes de Helena Vieira da Silva, dont se rapproche une huile de Zao Wou-Ki, faite essentiellement d'une série de traits. Lors d'un séjour aux Etats-Unis, en 1957, il rencontre des peintres de l'école abstraite américaine, dont on peut voir les huiles vigoureuses et d'un chromatisme presque expressionniste de Joan Mitchell.

En France, Zao Wou-Ki se lie avec Pierre Soulages, dont toute l'œuvre se décline en noir. Un personnage burlesque de Jean Dubuffet montre l'intérêt de ce dernier pour l'Art brut, qu'il sortira véritablement de l'ombre.

Le deuxième étage du Musée met en relief son amitié avec le poète et peintre Henri Michaux. Certains de ses textes sont d'ailleurs accompagnés de lithographies de Zao Wou-Ki, où il revient à la figuration. Quant à l'œuvre graphique personnelle de Michaux, à l'encre sur papier, elle est de plus en plus faite de petits personnages qui finissent par se réduire à des taches. C'est à l'instigation du poète que Zao Wou-Ki se remet à l'aquarelle et au dessin sur papier.

Dans ses dernières années, il va travailler à des formats toujours plus grands. Dans deux œuvres de 2004, on retrouve des formes proches de la calligraphie chinoise. Et dans une immense aquarelle de 2007, on voit que l'artiste,

renonçant à ce que son travail avait parfois d'austère, se laisse aller à plus de liberté: il use de formes plus amples et fait éclater les couleurs rouge

et verte.

Cette [exposition pulliérane](#), certes exigeante, permet donc de mesurer l'évolution

picturale considérable de Zao Wou-Ki, et en même temps d'admirer plusieurs œuvres d'autres célébrités de l'art contemporain.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Libra, un projet Facebook foncièrement libertarien

<https://libra.org/en-US/>

<https://www.letemps.ch/economie/g7-naissance-cryptomonnaies-conditionnee-une-reglementation-strict>

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-76722.html>

<https://www.letemps.ch/economie/lassociation-libra-officiellement-mise-pied-geneve>

<https://www.nzz.ch/finanzen/facebook-projekt-libra-liebe-der-schweizer-kuehlt-ab-ld.1503964>

<https://www.letemps.ch/economie/roger-mcnamee-facebook-cree-une-poupee-vaudou>

Du progrès vers une taxation globale des multinationales

https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2015overview_fr.pdf

<http://www.oecd.org/fr/fiscalite/beps/la-communaute-internationale-adopte-une-feuille-de-route-pour-resoudre-les-defis-fiscaux-soulevés-par-la-numerisation-de-l-economie.htm>

<https://www.icriict.com/press-release/2019/10/9/icriict-oecd-proposals-are-canonising-gradualism-and-increasing-inequality-1>

<https://www.nzz.ch/meinung/unternehmenssteuerreform-der-oecd-es-braucht-eine-allianz-der-fitteren-ld.1514374>

Le franc fort au temps de l'euro

<https://www.linkedin.com/pulse/taux-n%C3%A9gatifs-dracula-et-la-r%C3%A9volte-des-matelas-st%C3%A9phane-lauer>

<https://blog.tagesanzeiger.ch/nevermindthemarkets/index.php/45351/die-kritik-an-der-ezb-greift-zu-kurz/>

https://www.snb.ch/fr/mmr/reference/pre_20110906/source/pre_20110906.fr.pdf

Le Musée d'art de Pully présente la collection personnelle d'un grand artiste contemporain

<https://www.museedartdepully.ch/fr/le-musee/expositions/id-12646-kee-picasso-giacometti-soulages/>